

le CODIVOIRIEN

GRATUIT

Même si tu ne comprends pas, tu vas comprendre !



L'INCROYABLE BILAN 2011-2025

Y A PAS L'HOMME POUR ADO !

Akwaba C'EST PLIÉ !

Dablamakan S.

Nous sommes de plain-pied dans la campagne électorale, et nous ne pouvons passer sous silence le bilan éloquent du candidat Alassane Ouattara. Difficile, en effet, de feindre l'indifférence devant les transformations structurelles majeures que le pays a connues au cours de ces quatorze dernières années. Au Codi-voirien, nous avons donc décidé d'y consacrer deux numéros spéciaux de seize pages chacun. Parce qu'il y a des bilans qui se passent de commentaires.

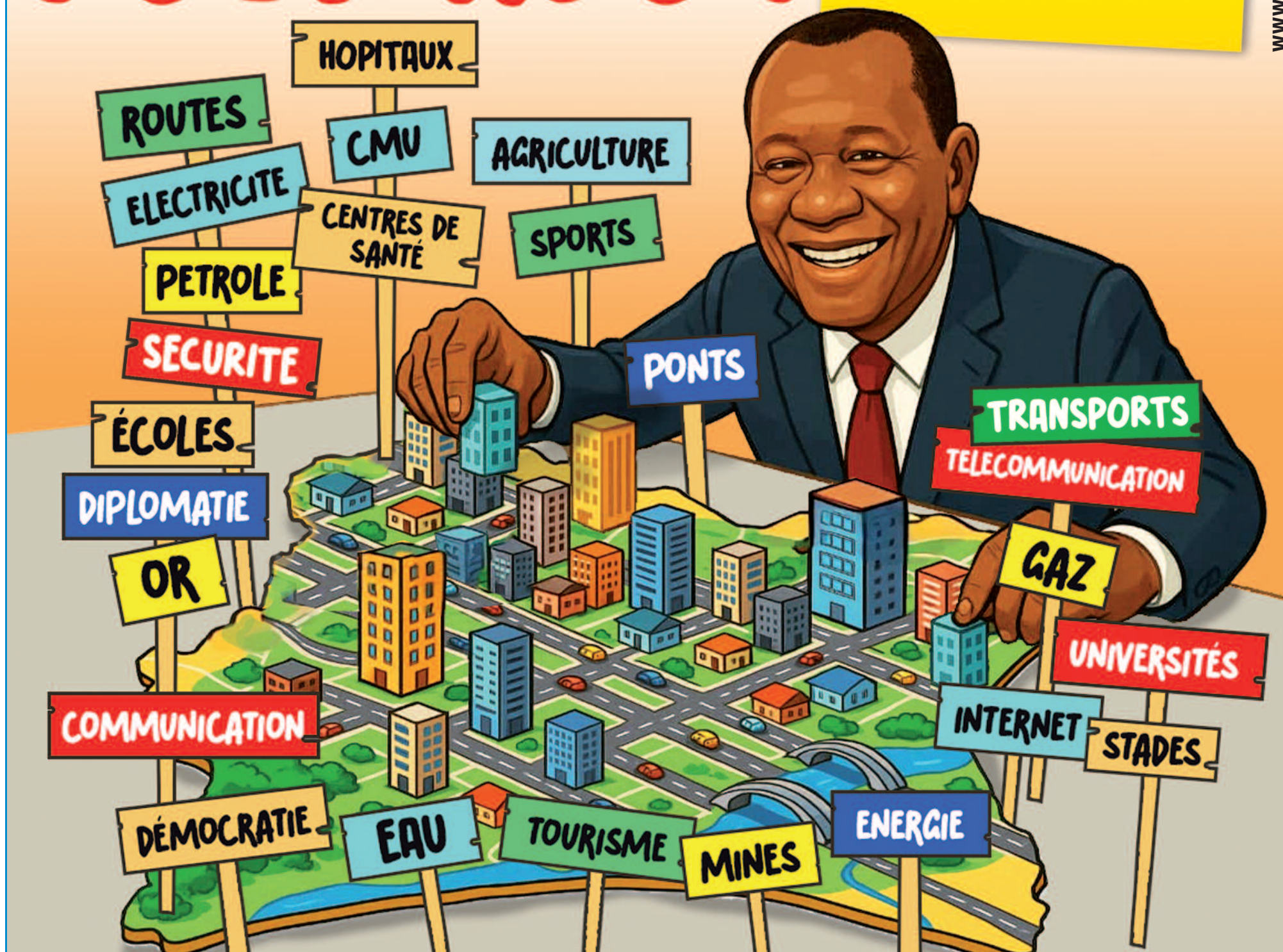
Qu'il s'agisse de l'économie, de la santé, de l'éducation, du sport ou encore des infrastructures, les résultats sont là : concrets, mesurables, palpables. Routes, ponts, stades, hôpitaux... tout cela participe à améliorer la vie quotidienne des Ivoiriens – en facilitant la libre circulation des biens et des personnes, en garantissant des soins de qualité, en ouvrant des perspectives aux jeunes qui croient à nouveau en leur avenir.

La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Elle avance, sûre d'elle-même, sous la conduite d'un capitaine qui connaît sa route. Les critiques, bien sûr, existent – et elles sont légitimes. Mais face à la réalité des chiffres, des chantiers et des vies transformées, il faut savoir reconnaître l'évidence. Gouverner, ce n'est pas hoba hoba, pour dire bavarder inutilement : c'est bâtir durable. Et ça, le président Ouattara l'a démontré.

Alors, normalement, quand on vit en Côte d'Ivoire et qu'on sait tout ça... le match est déjà plié. Et la réélection d'Ado n'est qu'une formalité.

Votons Ado, votons utile !

www.lecodivoirien.ci



ÉDITO

Côte d'Ivoire : le pari tenu d'Alassane Ouattara

À l'orée d'une nouvelle élection présidentielle, le gouvernement a publié un document-bilan de 220 pages retraçant les quatorze années de gouvernance d'Alassane Ouattara. Et une chose saute aux yeux : la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle de 2011. Ce pays que beaucoup croyaient perdu, fracturé, isolé, s'est métamorphosé. Les chiffres parlent, mais au-delà des statistiques, ce sont les faits, visibles à l'œil nu, qui racontent l'histoire d'un redressement spectaculaire.

Depuis Félix Houphouët-Boigny, aucun président n'avait imprimé une telle marque sur le développement national. Alassane Ouattara n'a pas seulement remis la machine économique en marche ; il a redéfini la trajectoire du pays. Son leadership s'est fondé sur une méthode : rigueur, vision et continuité de l'État. Ancien économiste du FMI et Premier ministre du père fondateur, il a su puiser dans cette école du réalisme pour bâtir un modèle ivoirien de croissance inclusive et de stabilité durable. Il suffit de parcourir le pays pour s'en rendre compte. Des autoroutes relient désormais les grandes villes, des CHR et hôpitaux modernes accueillent les populations, des écoles de proximité fleurissent jusque dans les villages les plus reculés. Les universités de Man, Bondoukou, San Pedro, Korhogo et Daloa symbolisent cette volonté d'équité territoriale. Près de 95 % des localités sont électrifiées, 99 % couvertes en réseau mobile, et plus de 93 % en 4G. L'internet mobile, moteur de la nouvelle économie, atteint un taux de pénétration de près de 70 %. Le pays, hier à genoux, se tient aujourd'hui debout – solide, confiant et tourné vers l'avenir.

Sur le plan agricole, la Côte d'Ivoire reste une référence mondiale. Leader incontesté du cacao, premier exportateur mondial, elle figure aussi parmi les trois premiers producteurs africains de noix de cajou, de caoutchouc naturel, et de huile de palme. Le café ivoirien retrouve progressivement ses lettres de noblesse, pendant que les filières hévéa, anacarde et mangue se modernisent, dopant les revenus ruraux. Les programmes de mécanisation agricole, de sécurisation du foncier et de développement des cultures vivrières ont amélioré la productivité et réduit la dépendance alimentaire. Dans un continent où la faim recule trop lentement, la Côte d'Ivoire fait figure d'exemple.

Quant à la politique des filets sociaux, elle a permis à plus de 500 000 ménages vulnérables de bénéficier d'un appui direct. La Couverture Maladie Universelle (CMU), autrefois un rêve, est devenue une réalité pour des centaines de milliers de familles. Sur le plan sécuritaire, Ouattara a relevé un défi immense : celui de rebâtir une armée républicaine tout en protégeant le pays contre la menace terroriste venue du Sahel. Les investissements dans le renseignement, la formation et la logistique ont transformé la Côte d'Ivoire en pôle de stabilité régionale, respecté de ses pairs.

Dans le sport aussi, la décennie Ouattara a été celle des consécutions. Sous son magistère, la Côte d'Ivoire a remporté deux Coupes d'Afrique des Nations de football (2015 et 2024) et a accueilli, en 2024, la plus belle CAN jamais organisée sur le continent. Les infrastructures sportives modernes d'Abidjan, San Pedro, Korhogo, Bouaké ou Yamoussoukro en sont les témoins.

Les Éléphants, symbole d'unité nationale, ont redonné fierté et cohésion à tout un peuple. Au-delà du football, les Taekwondoïstes ivoiriens ont brillé sur la scène mondiale, offrant à la nation ses premières médailles olympiques, tandis que le handball, l'athlétisme et le cyclisme ont connu un renouveau salué par les instances internationales.

Ce bilan n'est pas une œuvre de propagande, c'est une photographie de la réalité. En quatorze ans, Alassane Ouattara a replacé la Côte d'Ivoire sur la carte du monde, redonné confiance à ses concitoyens et consolidé les fondations d'un État moderne.

Abandonner cette trajectoire pour l'aventure serait un pari risqué. Le 25 octobre, les Ivoiriens ne voteront pas seulement pour un homme, mais pour une vision, une méthode et une continuité.

Car il faut le dire sans détour, la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui est la preuve vivante qu'avec de la rigueur, du courage et de la vision, un pays peut renaître et devenir... une Grande nation.

La Côte d'Ivoire à l'ère de la modernisation



Entre 2011 et 2025, la Côte d'Ivoire a profondément transformé son paysage médiatique et numérique. D'un secteur marqué par la vétusté des infrastructures et une régulation insuffisante, le pays est passé à une ère d'innovation, de liberté et de performance technologique.

En 2011, la communication ivoirienne souffrait d'un cadre législatif dépassé, d'une couverture audiovisuelle limitée et de médias sous-équipés. Depuis, le gouvernement a opéré une révolution complète du secteur, notamment par : La création d'institutions clés : HACA (2011), CAIDP (2013), ANP (2017), SIDT et ASDM (2022), l'instauration de lois modernes : Code de la presse (2022), loi sur la communication audiovisuelle (2022), loi sur la publicité (2020), loi sur l'accès à l'information d'intérêt public (2013). Ces réformes ont renforcé la liberté de la presse, la transparence et la protection des journalistes.

SOUTIEN ET FINANCEMENT DU SECTEUR MÉDIATIQUE

L'État a multiplié les mécanismes de soutien et de financement : Création du Fonds de Soutien au Développement de la Presse dès 2011, remplacé en 2022 par l'Agence de Soutien au Développement des Médias (ASDM), 735 millions FCFA versés depuis 2021 en rentes mensuelles aux journalistes seniors vulnérables, 2,6 milliards FCFA injectés dans la formation, l'équipement et le développement de projets médiatiques. Ces mesures ont permis de professionnaliser le secteur et de stabiliser les entreprises de presse.

RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE DANS L'AUDIOVISUEL

La période 2011-2025 a marqué une révolution technologique : Passage intégral à la Télévision Numérique Terrestre (TNT) et extinction du signal analogique en 2021, diffusion en Haute Définition (HD) pour RTI1, RTI2 et La 3, réhabilitation de 17 centres émetteurs FM, construction de nouveaux pylônes à l'intérieur du pays, modernisation de Fraternité Matin, RTI et ISTC pour offrir des contenus plus compétitifs. Aujourd'hui, la télévision ivoirienne couvre plus de 95 % du territoire national.

UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE EN PLEINE EXPANSION

Le gouvernement a posé les jalons d'une économie numérique performante et sécurisée : Création de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI, 2024), adoption de la loi sur les startups numériques (2023) et de la politique nationale du numérique, construction de 5 207 km de fibre optique à travers le pays, dématérialisation de 105 procédures administratives sur les 200 prévues, distribution de 32 637 ordinateurs dans le cadre du programme « 1 citoyen, 1 ordinateur, 1 connexion ».

Ces initiatives ont produit des résultats concrets : 92 entreprises installées au VITIB de Grand-Bassam, zone franche dédiée à la technologie ; 4 813 ingénieurs et 32 000 fonctionnaires formés aux métiers du numérique ; 19 000 agents de l'État désormais connectés à Internet ; Datacenter national opérationnel pour sécuriser les données publiques.

Le numérique est devenu un moteur de croissance et d'emploi pour la jeunesse ivoirienne.

RESTRUCTURATION DU SECTEUR POSTAL

Autrefois en difficulté, le secteur postal a connu une profonde restructuration : réhabilitation de 88 bureaux de poste, dont 55 en zones rurales, extension du réseau postal sur tout le territoire, réhabilitation de l'École Multinationale Supérieure des Postes (EMSP), mise en œuvre du Service Universel Postal, création d'un Observatoire du marché postal accessible au public. Ces mesures visent à rapprocher les services postaux et financiers des citoyens.

UN MODÈLE AFRICAIN DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Entre 2011 et 2025, la Côte d'Ivoire est passée du retard technologique à l'excellence numérique. Grâce à une vision claire du président Alassane Ouattara et à des investissements constants, elle s'impose aujourd'hui comme un pôle régional de l'innovation, de la communication libre et de la gouvernance numérique.

Coulibaly Charles

TITHI DÔHI

Dis au peuple de garder
foi en moi, mon petit.
Je suis le futur
Président !

Je crois bien que tu
rêves, Tonton Thiti !
Tu n'es pas éligible !

Foutaises!

La presse me donne
favori dans les
sondages ! La presse
ne ment JAMAIS !

ZE JOURNAL
Thiti Dohi
est favori
dans les
sondages,
ooooh !

Tu verras de tes propres yeux :
je serai le prochain Président
de la République !

C'est
dohi !

Une planification maîtrisée pour une Côte d'Ivoire émergente



Entre 2011 et 2025, la Côte d'Ivoire a connu une profonde transformation de son économie et de sa gouvernance du développement. D'un pays marqué par une planification incomplète et des institutions affaiblies, elle s'est dotée d'une vision claire, d'outils modernes de planification et d'un cadre de coopération efficace. Résultat : une croissance solide, une meilleure répartition territoriale du développement et une présence renforcée sur la scène internationale.

En 2011, le pays souffrait d'un manque de vision à long terme, d'un appareil statistique limité et d'un aménagement du territoire peu structuré. Depuis, plusieurs jalons majeurs ont redéfini la trajectoire du développement ivoirien, notamment : L'étude prospective Côte d'Ivoire 2040 (2015), qui trace la vision d'un pays émergent et inclusif ; les trois Plans Nationaux de Développement (PND) successifs : 2012-2015, 2016-2020 et 2021-2025, véritables boussoles de l'action publique ; la création du Mécanisme de Veille Stratégique (2017) et l'adoption de la Loi sur l'évaluation des politiques publiques (2022) ; le suivi intégré des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'Agenda 2063, pour aligner la planification nationale sur les grandes priorités mondiales.

L'objectif de ces réformes est d'asseoir une économie résiliente, inclusive et compétitive, fondée sur la bonne gouvernance et la transparence.

Le suivi économique est désormais régulier et transparent, comme en témoignent : la publication mensuelle de la note de conjoncture et du rapport économique et financier annuel, l'édition de l'ouvrage de référence La Côte d'Ivoire en chiffres, destiné à vulgariser les données économiques ; la mise en ligne du portail officiel de l'économie ivoirienne (www.economie.gouv.ci) ; l'amélioration du taux de mise en œuvre des réformes de l'UEMOA, passé de 65 % en 2017 à près de 88 % en 2024.

Ces efforts ont contribué à renforcer la croissance, stabiliser les finances publiques et positionner la Côte d'Ivoire comme un leader économique en Afrique de l'Ouest.

Les réformes ont profondément transformé la production et la fia-

bilité des données. Elles ont conduit à la création de l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat), du Fonds National de Développement de la Statistique (FNDS) et du Conseil National de la Statistique (CNStat). Ces avancées ont également permis le rebasage des comptes nationaux selon le système SCN 2008, la réalisation de deux grands recensements généraux en 2014 et 2021 – établissant la population à 29,4 millions d'habitants – ainsi que la multiplication d'enquêtes sociales et économiques (EDS, ENV, MICS, EHCVM). Par ailleurs, l'ENSEA d'Abidjan est devenue un centre d'excellence africain, labellisé par la Banque mondiale, l'AFD, le CAMES et la CTI, formant chaque année des centaines de statisticiens pour l'ensemble du continent.

RAYONNEMENT ET INFLUENCE INTERNATIONALE

Grâce à son expertise et à son engagement, la Côte d'Ivoire s'est affirmée comme un acteur majeur du développement africain. Ce positionnement stratégique lui a permis d'accueillir de grandes rencontres internationales telles que celles de la Banque Africaine de Développement (BAD), du FAGACE, du FSA, de l'AIF, du Africa CEO Forum, ainsi que les Conférences internationales sur l'émergence africaine (CIEA) en 2015 et 2017. Elle joue également un rôle de leadership régional dans le suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Abidjan s'impose désormais comme une capitale économique et intellectuelle du continent, résolument tournée vers l'avenir.

Avec le Plan National de Développement 2021-2025, la Côte d'Ivoire ambitionne de franchir une nouvelle étape vers une émergence durable, fondée sur : la diversification économique, l'industrialisation, la transition énergétique, la promotion de l'innovation, de la jeunesse et du numérique, la consolidation des acquis sociaux, la réduction des inégalités régionales.

En quatorze ans, le pays a posé les bases d'un développement équilibré, inclusif et durable, renforçant son rayonnement sur la scène africaine et internationale.

Diarrassouba Monique



Modernisation des infrastructures



MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES

L'eau est source de vie, dit-on. Et c'est cette conviction qui guide, depuis le début de sa gouvernance, l'action du président Alassane Ouattara, animé par une seule préoccupation : le bien-être des Ivoiriens. Entre 2011 et 2024, la Côte d'Ivoire a mené une véritable révolution silencieuse dans les domaines de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité. D'un pays autrefois marqué par les pénuries d'eau, les inondations récurrentes et la gestion précaire des déchets, la nation s'est progressivement hissée au rang de modèle d'efficacité, de résilience et de modernité urbaine.

DE LA PÉNURIE À L'AUTOSUFFISANCE : UN VIRAGE DÉCISIF POUR L'EAU POTABLE

En 2011, le pays sortait d'une crise post-électorale qui avait lourdement affecté ses infrastructures. À Abidjan, la demande quotidienne en eau potable dépassait de loin la production disponible, plafonnant à 350 000 m³/jour pour un besoin estimé à 500 000 m³. Les villes de l'intérieur, telles que Bouaké, Korhogo, Daloa ou Man, connaissaient des interruptions prolongées, parfois à hauteur de 75 % des besoins.

Face à cette situation critique, l'État a engagé dès 2012 le programme "Eau pour Tous", doté de 1 320 milliards de FCFA, amorçant un chantier d'envergure nationale. La création, en 2018, du Ministère de l'Hydraulique, devenu en 2023 le Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainisse-



ment et de la Salubrité (MINHASS), a permis une meilleure coordination des actions et un pilotage stratégique axé sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les résultats sont remarquables : en 2024, la production quotidienne d'eau potable dans le district d'Abidjan atteint 1 004 944 m³, soit une hausse de 87 %. Des projets structurants comme la station de traitement de La Mé (212 milliards de FCFA) et le projet Songon-C2D (40 milliards de FCFA) ont contribué à sécuriser l'alimentation en eau des communes périphériques.

Dans l'intérieur du pays, 654 milliards de FCFA ont été investis pour doter plus de 500 localités en systèmes modernes d'adduction d'eau. Des villes comme Bouaké, Gagnoa, Sinfra, Bouna, ou encore Yamoussoukro ont bénéficié de projets d'envergure, tandis qu'en milieu rural, la réhabilitation de 21 000 pompes à motricité humaine (PMH) et l'installation de systèmes solaires ont transformé le quotidien de milliers de familles.

ASSAINISSEMENT : UNE RÉPONSE DURABLE FACE AUX RISQUES URBAINS

L'assainissement, autrefois parent pauvre des politiques publiques, a connu une refonte complète.

Entre 2011 et 2024, plusieurs programmes d'envergure ont été lancés, parmi lesquels le Programme d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) et le Programme d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage d'Abidjan (PADSAD), totalisant plus de 250 milliards de FCFA d'investissements.

LES CHIFFRES PARLENT D'EUX-MÊMES :

633 km de réseaux d'eaux usées et 194 km de réseaux d'eaux pluviales réalisés ; 6 stations de traitement de boues de vidange (STBV) déjà opérationnelles à Korhogo, Bouaké, San Pedro, Katiola, Anyama et Koumassi ;

15 STBV supplémentaires en construction, portant à 21 le nombre total prévu à l'horizon 2026 ; et 7 millions de m³ de produits de curage évacués entre 2011 et 2024.

Grâce à ces ouvrages, les grandes pluies d'Abidjan n'ont plus les mêmes effets dévastateurs qu'auparavant. Des projets comme celui du bassin versant du Gourou ou celui de Yopougon (PACY) ont réduit les inondations et amélioré la qualité des eaux de la baie de Cécody.

L'accès national à un assainissement amélioré est passé de 18 % en 2011 à 37 % en 2024. En milieu urbain, la couverture a atteint 50 %, et la défécation à l'air libre a reculé de 33,1 % à 19 %.

SALUBRITÉ : DE LA DÉCHARGE SAUVAGE À LA GESTION ÉCOLOGIQUE

La salubrité urbaine a longtemps constitué un défi majeur. Le lancement en 2018 du Programme National de Gestion des Déchets Solides (PNGDS) a marqué une étape déterminante. Ce dispositif, soutenu par la Politique Nationale de Salubrité, a permis :

La modernisation de la gestion des déchets grâce à des délégations de service public de propreté dans le District d'Abidjan et les grandes villes ;

La construction de sept infrastructures modernes de traitement et de valorisation des déchets ;

La réhabilitation de la décharge sauvage d'Akouédo, transformée en parc urbain écologique ; et la sensibilisation des populations à travers les campagnes "Grand Ménage" et la "Semaine Nationale de la Propreté".

Les résultats sont sans équivoque : la quantité de déchets collectés et écologiquement éliminés est passée de 672 687 tonnes en 2011 à plus de 26 millions de tonnes en 2024. Le nombre de communes bénéficiant d'opérations de salubrité annuelles est passé de 13 à 64, et 176 communes disposent désormais de matériel dédié à la propreté urbaine.

DES INDICATEURS QUI TRADUISENT UNE MUTATION NATIONALE

Indicateurs clés 2011 2024 :

Production d'eau potable à Abidjan 350 000 m³/j 1 004 944 m³/j ; taux de couverture HVA 55 % 65 % ; accès national à l'assainissement amélioré 18 % 37 % ; défécation à l'air libre 33,1 % 19 % ; plusieurs localités avec stations de boues de vidange ; quantité de déchets collectés (tonnes) 672 687 26 200 966 T.

UNE VISION CLAIRE POUR 2030

Les perspectives définies dans le plan 2025-2030 visent à consolider ces acquis : l'accès universel à l'eau potable ; la généralisation des réseaux d'assainissement dans toutes les grandes villes ; et le maillage national des Centres de Valorisation et d'Enfouissement Technique (CVET).

Grâce à ces efforts, la Côte d'Ivoire est en passe de tourner la page d'une ère de déficits chroniques pour s'engager durablement sur la voie d'une gestion intégrée, équitable et résiliente de l'eau, de l'assainissement et de la salubrité.

Une réussite silencieuse, mais tangible, qui traduit une ambition assumée : offrir à chaque Ivoirien un environnement sain, digne et durable. Parce que la Côte d'Ivoire est un pays qui compte.

Dabalamakan S.



D'« enfer » à havre de verdure : la métamorphose de la décharge d'Akouédo

Perché au cœur de l'agglomération d'Abidjan, le site d'Akouédo a longtemps été synonyme de pollution, de fumées nauséabondes et de souffrances pour les riverains. Aujourd'hui, il renaît sous une forme inédite : celle d'un parc urbain – audacieux, écologique et résilient.



Le parc sera doté d'une passerelle métallique, surélevée d'un mètre du sol, pour permettre aux visiteurs de circuler au-dessus du sol remanié sans le piétiner.

L'accès sera néanmoins payant, afin d'assurer la gestion du site et sa viabilité.

ENJEUX ET DÉFIS

La reconversion d'Akouédo constitue une prouesse technique et urbanistique, mais elle n'est pas exempte de défis :

Sécurisation environnementale : les sols restent contaminés sous-jacents, et le contrôle des biogaz et lixiviats doit rester rigoureux.

Acceptabilité : convaincre les habitants que le site est désormais sûr et agréable, malgré son passé pollué.

Gestion durable : garantir une maintenance à long terme, une fréquentation suffisante et des revenus pour l'entretien.

Modèle répliquable : servir d'exemple pour d'autres villes africaines confrontées à la problématique des décharges sauvages.

UNE TRANSFORMATION INSPIRANTE

Outre la dimension locale, cette reconversion porte un message fort : il est possible de transformer un lieu longtemps jugé toxique et négligé en un espace vivifiant et utile à tous. Le parc d'Akouédo offre ainsi une leçon de résilience – autant pour la nature que pour les villes en mutation.

En 2025, le visiteur qui foule ses allées ignore souvent qu'il marche sur un ancien mont de déchets. La forêt naissante dissimule le passé. Et pourtant, comme le rappelle Noël Soro, responsable de l'assainissement pour PFO : « Plus de 50 millions de tonnes de déchets sont encore sous nos pieds. »

Akouédo se dresse désormais comme un symbole : celui d'une ville qui soigne ses blessures, respire à nouveau – et offre à ses habitants un nouvel endroit de vie.

UNE PAGE SOMBRE DE L'HISTOIRE

Depuis 1965, la décharge d'Akouédo était le principal dépotoir de la capitale économique ivoirienne. Chaque jour, des tonnes de déchets – ménagers, industriels, toxiques – y étaient déposés. À son apogée, le site s'étendait sur près de 90 hectares et avait accumulé plus de 50 millions de tonnes de résidus, y compris des déchets dangereux résultant de l'affaire du navire Probo-Koala en 2006, qui causa la mort de 17 personnes et intoxiqua des milliers d'autres.

Fortement saturée et très nocive pour l'environnement, la décharge fut officiellement fermée à la fin de 2018.

LE PARI DE LA RECONVERSION

L'État ivoirien, conscient de l'urgence environnementale et du besoin criant d'espaces verts à Abidjan, lança un vaste projet de réhabilitation du site. Le projet fut confié à PFO Africa, en partenariat avec Veolia / Seureca pour la dépollution, et avec les paysagistes du studio Niez pour la portion verte et esthétique.

Le processus fut long et complexe. Il comprit : le modelage et le retraitement des monticules de déchets existants. L'installation d'une barrière étanche (géomembrane) pour isoler les sols contaminés de l'eau et limiter la migration des polluants.

La mise en place de réseaux pour la collecte des biogaz (issus de la décomposition des déchets) et des lixiviats (liquides toxiques filtrés par la pluie). Ces flux sont acheminés vers une centrale pour traitement ou valorisation.

Le dépôt d'une terre végétale finale et la plantation d'arbres, arbustes et plantes locales, amorcée grâce à une pépinière intégrée au site.

Au total, environ 33 hectares du site rénové accueilleront désormais des espaces verts aménagés – alors que la zone dépolluée atteint près de 95 hectares.

Le coût de l'opération est estimé à 185 millions d'euros (soit environ 121 milliards de francs CFA), financé par l'État.

UN LIEU DE VIE, PAS SEULEMENT UN PARC

Le nouvel Akouédo n'est pas seulement une étendue de pelouse et d'arbres. Il ambitionne de devenir un point d'ancrage pour les Abidjanais – un lieu de promenade, de culture, de sport et de détente.

Parmi les aménagements prévus, on compte : une promenade botanique, des aires de jeux pour enfants, des terrains de sport, un musée ou centre culturel, un centre de formation aux métiers du recyclage et de l'environnement, une médiathèque, des espaces événementiels et familiaux.





Un système réformé



L'Etat entend faire de l'enseignement technique et la formation professionnelle un levier stratégique de l'émergence de la Côte d'Ivoire.



L'Ecole de la deuxième Chance (E2C) fait partie des programmes mis en œuvre par le Gouvernement ivoirien pour apporter des réponses concrètes à la problématique de l'insertion durable des jeunes.

La Côte d'Ivoire a profondément réformé son système d'enseignement technique et de formation professionnelle entre 2011 et 2025, afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail et de renforcer l'employabilité des jeunes.

Longtemps délaissé, le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est aujourd'hui considéré comme un pilier du développement économique. Sa mission : préparer les jeunes à des métiers concrets, développer leurs compétences techniques et faciliter leur insertion dans le tissu productif national.

En 2011, le pays ne comptait que 72 établissements, concentrés dans les grandes villes. Depuis, le gouvernement d'Alasane Ouattara a engagé une véritable transformation : 19 nouveaux centres de formation ont été construits ; 10 autres sont en chantier ; 3 centres d'apprentissage ont vu le jour à Yopougon, Gagnoa et Cocody ; des unités mobiles de formation sillonnent les zones rurales ; la moitié des anciens établissements ont été réhabilités.

Des fermes-écoles et un garage-école à Abobo complètent désormais l'offre, rapprochant la formation des populations.

La loi d'orientation de 2022 a marqué un tournant. Elle a permis : la création de certificats professionnels (CQP, CQM, VAE) ; l'introduction de la formation par alternance, combinant théorie et pratique ; la mise en place de centres de partenariat public-privé pour mieux adapter les programmes aux besoins des entreprises ; la réforme du système de bourses et d'examens, pour un accès plus équitable et une évaluation plus moderne ; la digitalisation progressive des outils de gestion et d'apprentissage.

L'Académie des Talents (ACT) et l'École de la Deuxième Chance (E2C) figurent parmi les initiatives phares. Grâce à ces programmes, plus de 84 000 jeunes déscolarisés ont retrouvé le chemin de la formation et de l'emploi. En parallèle, près de 66 000 apprentis ont été formés selon des méthodes modernes ou traditionnelles, et 4 000 maîtres d'apprentissage ont été qualifiés.

Le nombre d'apprenants est passé de 46 495 en 2011 à 173 062 en 2024, soit près de quatre fois plus. La part de la formation professionnelle dans l'enseignement secondaire a grimpé de 3,9 % à 6,2 %, et le taux d'insertion des diplômés a plus que doublé, atteignant 36,5 % en 2023.

Coulibaly Pébamignan

Côte d'Ivoire : Transports 2011-2024



En quatorze ans, sous le leadership de President Alassane Ouattara, la Côte d'Ivoire a profondément modernisé ses infrastructures et ses services essentiels. Les réformes et investissements menés depuis 2011 ont relancé la mobilité, sécurisé l'accès à l'eau, renforcé l'énergie et dynamisé les filières minières et hydrocarbures.

Aérien. L'aéroport d'Abidjan, certifié OACI et premier en Afrique au niveau carbone 4+, a vu son trafic passer de 647 000 passagers (2011) à 2,53 millions (2024). Air Côte d'Ivoire dessert 26 destinations (20 régionales, 6 domestiques).

Ports et voies d'eau. À Abidjan : élargissement du canal de Vridi, 2^e terminal à conteneurs (capacité 2,5 M EVP/an), terminaux céréalière et RORO, modernisation du port de pêche. À San Pedro : terminal industriel polyvalent. Un port sec est en développement à Ferkessedougou.

Rail et mobilité urbaine. Réhabilitation de la ligne Abidjan-Ouagadougou-Kaya. Le métro d'Abidjan (Ligne 1, 37 km) transpor-

tera jusqu'à 500 000 voyageurs/jour, réduisant l'axe Anyama-Aéroport à 30 minutes.

Routier. Création de l'AMUGA et de l'ARTI, permis à points, vidéo-verbalisation, digitalisation (QUIPUX). +2 000 bus SOTRA, BRT Yopougon-Bingerville, réseaux urbains dans les grandes villes.

Eau/Assainissement/Salubrité. Programme « Eau pour Tous » et plan 2025-2030 : production d'Abidjan portée d'environ 350 000 à 1 005 000 m³/j. Renforcement du drainage (PARU, PAD-SAD) et montée à 21 STBV d'ici 2026. PNGDS : modernisation déchets et réhabilitation d'Akouédo.

Énergie. Capacité installée : 1 391 → 3 019 MW ; localités électrifiées : 2 851 → 8 690 ; TMC ramené à 26 h.

Mines & hydrocarbures. Mines actives : 3 → 22 ; or 59,1 t ; montée du pétrole (44 139 b/j) et du gaz (262 Mpc/j), dynamisée par le champ Baleine.

JFK

Premier vol long-courrier Abidjan-Paris Un symbole de la Côte d'Ivoire émergente



Le 15 octobre 2025, la Côte d'Ivoire a franchi un nouveau cap dans son ambition de modernisation et d'ouverture au monde. En effectuant son premier vol long-courrier direct Abidjan-Paris, Air Côte d'Ivoire concrétise la vision du Président Alassane Ouattara : faire du pays un pôle économique et logistique majeur en Afrique de l'Ouest, capable de rivaliser avec les grandes nations du continent.

Ce succès s'inscrit dans la politique nationale de développement du transport aérien conduite sous la houlette du ministre des Transports, Amadou Koné, qui a engagé depuis plusieurs années une profonde transformation du secteur : renforcement de la compagnie nationale, modernisation des infrastructures aéroportuaires et amélioration de la connectivité régionale et internationale.

Opéré par un Airbus A330-900neo de dernière génération, ce vol inaugural symbolise la souveraineté aérienne retrouvée du pays et ouvre de nouvelles perspectives économiques, touristiques et diplomatiques. Il traduit aussi la confiance des autorités ivoiriennes en la capacité d'Air Côte d'Ivoire à devenir un acteur régional de référence.

Cette avancée majeure illustre la dynamique d'une Côte d'Ivoire en mouvement, qui allie ambition, rigueur et ouverture pour consolider sa place sur la scène mondiale.

GORBATCHOV LE GOR

Quand il sera fini, le Métro va passer devant chez toi, Gorbatchov !

Devant chez moi ?

BIENTÔT ICI LE MÉTRO D'ABIDJAN
Construit par ADO

Oui, oui ! C'est chic, non ? Tu n'auras plus de difficultés pour te déplacer !

Tché ! ça sera chiiii...

GHHH !!!

Hay ! Tu étouffes ? Y a quoi, Gorbatchov ?

GHHH !!!

AAAh, j'ai compris... Tu préfères étouffer plutôt que de reconnaître que c'est chic ?!!

GHHH !!!

Hmmm ! Il a failli m'avoir en me prenant par les sentiments ! Le Bâtard- là !

J'ai failli me compromettre. Ouais !!!

DALOA



Alassane Ouattara lance sa campagne pour un « coup K.O. »

Dans les travées du stade de Daloa, la jeunesse mobilisée n'a qu'une seule phrase à la bouche : « Un coup K.O. ». Autrement dit, une victoire dès le premier tour, prévu pour le 25 octobre prochain. Ce slogan était sur toutes les lèvres le samedi 11 octobre à Daloa, où le candidat du RHDP, Alassane Ouattara, a choisi de lancer sa campagne pour briguer un quatrième mandat.

Des milliers de militants étaient présents, chantant et criant « ADO est fort, ADO toujours », sous un soleil de plomb, drapeaux en main. Vêtus de tee-shirts à son effigie, ils ont bravé la pluie pour écouter le message du candidat du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP).

Saluant cette mobilisation exceptionnelle, Alassane Ouattara a déclaré à l'endroit des militants : « Notre pays est en paix et en sécurité. Nos institutions ont été renforcées. La croissance économique est soutenue, et des infrastructures socio-économiques de qualité ont été réalisées sur toute l'étendue du territoire », a-t-il souligné. Et de poursuivre : « Nous avons initié plusieurs programmes pour l'autonomisation des femmes et la réalisation de projets pour les jeunes », avant d'ajouter que les producteurs ont vu leurs revenus augmenter grâce au prix record du kilogramme de cacao, fixé à 2 800 FCFA pour la campagne principale 2025-2026.

Avant de clore son discours, le candidat du RHDP a assuré que les cinq prochaines années seront prometteuses : « Nous ferons plus, je vous le promets », a-t-il ajouté.

Pour ce qui le concerne, le ministre de la Promotion de la Jeunesse, Mamadou Touré, directeur central de campagne en charge de la jeunesse et président du Conseil régional du Haut-Sassandra, a rappelé que depuis plus d'une décennie, le Haut-Sassandra « marche aux côtés d'Alassane Ouattara, non pas par calcul, mais par conviction ».

JFK



BOUAKÉ

La région de Gbêkê soutient Alassane Ouattara

Le dimanche 12 octobre 2025, le stade de la Paix de Bouaké a vibré au rythme du lancement officiel de la campagne présidentielle pour la région politique de Bouaké, englobant la commune, la sous-préfecture, Djébonoua et Brobo. Dans une ambiance survoltée, des milliers de militants et sympathisants du RHDP, venus de toute la région de Gbêkê, ont réaffirmé leur attachement indéfectible au candidat Alassane Ouattara, promettant un soutien massif dans les urnes le 25 octobre prochain.

Le ministre Amadou Koné, maire de la ville de Bouaké et figure politique emblématique de Gbêkê, a salué les réalisations majeures du président Alassane Ouattara dans la région, telles que l'accès à l'eau potable, l'électrification de plus de 85 % des villages de Gbêkê, ainsi que de nombreuses autres initiatives ayant contribué à moderniser la région et à offrir un cadre de vie agréable aux populations.

Dans son discours, le maire de Bouaké a appelé les électeurs à retirer leurs cartes et à se mobiliser massivement pour la victoire du candidat du RHDP. « Il faut voter et bien voter notre Champion, notre Mentor, notre Guide », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que les populations de Gbêkê, tout comme celles de l'ensemble du pays, doivent accorder leur voix au président Ouattara afin d'atteindre un taux de participation d'au moins 85 % pour assurer sa victoire.

Le ministre d'État, Téné Birahima Ouattara, a pour ce qui le concerne, présenté la candidature d'Alassane Ouattara comme une réponse à la volonté de poursuivre le développement et la modernisation de la Côte d'Ivoire. Il a insisté sur la vision d'un pays fort, uni et prospère.

Cynthia Koffi (Stg)



Un bilan impressionnant de 2011 à 2025

De 2011 à 2025, sous le leadership du Président Alassane Ouattara, le secteur de la santé en Côte d'Ivoire a connu une profonde transformation, marquée par des réformes majeures, un meilleur accès aux soins et une modernisation significative des infrastructures.

Parmi les réformes de fond, le gouvernement a adopté la loi d'orientation sur la politique de santé publique et instauré des Établissements Publics Hospitaliers (EPH) autonomes. La Couverture Maladie Universelle (CMU) s'est généralisée, avec plus de 20 millions de personnes enrôlées. Le financement basé sur la performance, mis en œuvre dans plus de 2 400 structures, a permis de mobiliser plus de 17 milliards de FCFA pour améliorer la qualité des soins.

La gratuité ciblée des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, la distribution de kits d'accouchement et de césarienne, ainsi que l'élargissement de la CMU ont facilité l'accès aux services de santé. Plus de 9,5 millions de cartes CMU ont été produites, dont 7,2 millions déjà distribuées. En 2025, les soins sont devenus

totale-ment gratuits pour les titulaires d'une carte CMU vivant en zone rurale. Les dépenses publiques de santé sont passées de 0,81 % à 1,44 % du PIB entre 2011 et 2023.

Le pays a construit 1 139 centres de santé de premier contact, 5 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR), 5 hôpitaux généraux et 39 maternités modernes. D'importantes réhabilitations ont également été réalisées : 837 centres de santé, 76 hôpitaux et 4 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) ont été rénovés. L'État a équipé les hôpitaux publics de 21 scanners, 11 IRM et 15 nouveaux centres d'hémodialyse, tout en inaugurant le Centre national d'oncologie médicale et de radiothérapie Alassane Ouattara ainsi que l'Institut de médecine nucléaire d'Abidjan.

Les progrès considérables se traduisent par une baisse de la mortalité maternelle (385 décès pour 100 000 naissances), une réduction de la mortalité infantile et une meilleure couverture sanitaire : 82 % de la population vit à moins de 5 km d'un centre de santé. L'espérance de vie a atteint 62 ans en 2024.

Depuis 2011, 22 000 professionnels de santé ont été recrutés. Le nombre de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes par habitant a fortement augmenté, notamment grâce à l'ouverture de nouvelles antennes de l'INFAS à Daloa, Agboville, Man et Abengourou. D'où des avancées dans la lutte contre les maladies.

En effet, la distribution de 70 millions de moustiquaires, l'introduction du vaccin antipaludique en 2024 et la forte réduction des infections au VIH (-67 %) témoignent de l'efficacité de la politique sanitaire. Le pays a également renforcé la lutte contre la tuberculose et intégré la santé mentale dans son système de soins.

En résumé, la Côte d'Ivoire a posé les bases d'un système de santé plus équitable, moderne et performant, où les réformes structurelles s'accompagnent d'améliorations concrètes pour les populations.



Une décennie d'efforts pour le sport et le bien-être

Entre 2011 et 2025, la Côte d'Ivoire a profondément modernisé son paysage sportif et urbain. D'un secteur autrefois marqué par le manque d'infrastructures et de financement, le pays s'est hissé au rang des nations africaines les mieux dotées, notamment grâce à l'organisation réussie de la CAN 2023.



DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES AUX STANDARDS INTERNATIONAUX

En 2011, le sport ivoirien souffrait d'un manque de moyens, d'infrastructures vétustes et d'un cadre juridique inadapté.

QUATORZE ANS PLUS TARD, LE BILAN EST IMPRESSIONNANT

-5 nouveaux stades modernes construits (Ebimpé, Yamoussoukro, Korhogo, Bouaké, San Pedro) ; -3 stades réhabilités selon les normes internationales ; 24 terrains d'entraînement, 3 cités d'hébergement et 1 hôtel 3 étoiles réalisés pour la CAN ; des complexes sportifs communaux et régionaux, agoras et espaces de proximité créés dans tout le pays. Ces investissements ont transformé les villes hôtes de la CAN – Abidjan, Bouaké, Yamoussoukro, Korhogo et San Pedro – en véritables pôles sportifs et économiques.

LA CAN 2023 : UN CATALYSEUR POUR TOUT LE PAYS

L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 a joué un rôle décisif dans le développement du sport ivoirien. À Abidjan, le Stade Olympique Alassane Ouattara d'Ebimpé (60 000 places) et le Stade Félix Houphouët-Boigny modernisé (40 000 places) ont accueilli des milliers de supporters venus du continent entier. À Yamoussoukro, le Stade Charles Konan Banny (20 000 places) a donné un nouveau souffle à la capitale politique, tandis qu'à San Pedro, le Stade Laurent Pokou est devenu un symbole de fierté régionale. Bouaké et Korhogo n'ont pas été en reste avec des infrastructures entièrement rénovées et de nouveaux villages CAN bâtis pour accueillir les délégations. "La CAN 2023 a été bien plus qu'une compétition : un accélérateur de développement et unificateur national." Réformes et gouvernance : le sport au cœur de la cohésion nationale

LE GOUVERNEMENT A ÉGALEMENT REPENSÉ LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SPORT

Adoption de la Loi sur le sport (2014) et de la Politique nationale des sports 2016-2020 ; intégration du sport dans les politiques d'unité nationale et d'éducation, réhabilitation du sport scolaire et universitaire ; lancement d'un programme national d'investissement sportif dans toutes les régions. Ces réformes visent à faire du sport un outil d'intégration, de formation et de rayonnement pour la jeunesse.

UN CADRE DE VIE AMÉLIORÉ ET PLUS SAIN

Parallèlement au développement sportif, la Côte d'Ivoire a entrepris une requalification urbaine ambitieuse : Assainissement, aménagement paysager et libération des emprises autour des grands axes à Abidjan et dans les capitales régionales ; création d'agoras urbaines avec terrains multisports, piscines et espaces de loisirs ; valorisation du tourisme intérieur grâce à des promenades côtières et des équipements modernes. Ces projets améliorent la qualité de vie des habitants tout en favorisant le sport pour tous. Au-delà de la CAN : des projets structurants pour l'avenir

LE PAYS POURSUIT SES INVESTISSEMENTS

Complexe sportif, culturel et des TICs Ivoirio-Coréen Alassane Ouattara à Abidjan quatre piscines olympiques en construction ; réhabilitation de 15 infrastructures sportives scolaires ; création de nouvelles agoras urbaines et rurales dans les régions du Poro, du Gbêkè et du Béliér.

La dynamique ne s'arrête pas à la CAN : elle s'inscrit dans une vision durable du sport comme vecteur de santé, d'éducation et de développement économique. Fort de ses récents succès, le onze national ivoirien, surnommé les Éléphants, s'est brillamment qualifié pour la Coupe du monde 2006 en dominant sa poule de qualification. Cette performance remarquable s'inscrit dans la continuité d'une dynamique victorieuse, amorcée lors de la Coupe d'Afrique des Nations historique remportée à domicile. Organisée en terre ivoirienne, cette CAN a marqué un tournant symbolique et émotionnel pour toute une nation, galvanisant joueurs et supporters autour d'un même élan de fierté et d'espoir.

UN HÉRITAGE DURABLE POUR LA JEUNESSE IVOIRIENNE

Avec des infrastructures modernes, une gouvernance renforcée et une jeunesse mieux encadrée, la Côte d'Ivoire a franchi un cap historique. Le sport y est désormais un pilier du bien-être collectif et de la cohésion nationale, au service d'un idéal partagé : "Une nation forte, unie et fière, à l'image de ses champions."

Coulibaly Pébamignanan



Une décennie de réformes pour une administration dynamique !

La recherche du bien-être des Ivoiriens, telle est l'unique préoccupation du président Alassane Ouattara depuis le début de sa gouvernance. En effet, entre 2011 et 2025, la Côte d'Ivoire a profondément transformé son administration publique. De la gouvernance à la revalorisation salariale, en passant par la formation continue et la digitalisation, les réformes menées traduisent une volonté claire de bâtir une fonction publique plus efficace, plus juste et plus proche des citoyens. Tour d'horizon des acquis dans le domaine de l'administration publique !



UN SECTEUR AUTREFOIS EN CRISE

En 2011, la fonction publique souffrait d'un diagnostic sévère : gouvernance faible, démotivation du personnel, lenteurs administratives et absence de redevabilité. Les usagers faisaient face à des procédures opaques, des traitements inéquitables et un manque de suivi des services publics. L'insuffisance de formation, les disparités salariales et la mauvaise répartition des agents sur le territoire aggravaient le malaise général.

DES RÉFORMES STRUCTURELLES SUR QUINZE ANS

Sous l'impulsion du gouvernement, des réformes majeures ont été engagées dès 2012, dans le cadre d'un programme national de modernisation. L'objectif : renforcer la gouvernance, redonner sens au service public et valoriser les agents de l'État.

GOVERNANCE ET EFFICACITÉ ADMINISTRATIVE

L'indice CPIA de performance institutionnelle est passé de 2,87 en 2011 à 3,9 en 2024, tandis que la Côte d'Ivoire se hisse à la 16^e place de l'indice Mo Ibrahim avec une note de 65/100 en matière d'efficacité administrative.

L'adoption du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'État (SIGFAE) et du Référentiel des Emplois et Compétences (REC) marque une avancée déterminante dans la rationalisation de la gestion des carrières. La réforme des concours administratifs, désormais digitalisés, et la création de postes de Directeurs des Ressources Humaines dans chaque ministère participent d'une professionnalisation accrue.

FORMATION CONTINUE ET DIALOGUE SOCIAL

La période 2017-2024 a vu la création du Centre de Perfectionnement des Fonctionnaires et Agents de l'État (CPFAE) et la mise en œuvre de programmes de management des administrations publiques en partenariat avec HEC Paris. Plus de 3 000 fonctionnaires et 1 000 femmes cadres ont été formés à la gouvernance et au leadership.

Le dialogue social s'est institutionnalisé avec la création des Comités Sectoriels de Dialogue Social (CSDS) et la signature de protocoles d'accords garantissant la stabilité et la concertation au sein de la fonction publique.

UN EFFORT SOUTENU DE REVALORISATION SALARIALE

La revalorisation salariale est sans précédent depuis l'indépendance.

Entre 2011 et 2025, les salaires bruts minimums en début de carrière ont progressé de plus de 100 % tous secteurs confondus, avec des hausses spectaculaires pour certains corps : 332 % pour le corps diplomatique, 186 % pour les greffiers, 117 % dans le secteur de la santé et 103 % dans l'éducation.

LES MESURES CONCRÈTES INCLUENT

Le paiement des revalorisations dues entre 2006 et 2009 ;
L'intégration de 1 800 agents journaliers pour un coût de 2 milliards FCFA ;
L'extension de l'indemnité contributive au logement à tous les fonctionnaires ;
L'instauration d'une prime exceptionnelle de fin d'année (prime ADO) ;
Et, depuis 2022, une prime spéciale annuelle versée aux retraités du public et du privé.
Le délai de traitement du premier mandat de salaire, autrefois de deux à trois ans, est désormais inférieur à six mois. Les pensions, elles, sont perçues dès le premier mois de retraite.

MODERNISATION ET DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION

L'État a investi dans la réhabilitation des bâtiments administratifs, la construction de 14 directions régionales, et la mise en place du Centre d'Éducation à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI). Sur le plan numérique, 428 000 dossiers de fonctionnaires ont été archivés électroniquement. La signature électronique, les e-procédures et la plateforme de Modernisation des Processus Métiers (MPM) témoignent d'une avancée vers une administration « zéro papier ».

La création de la Maison du Service Public (GONDALA) et du Centre de Relation Usager-Client (CRUC) symbolise la volonté de replacer le citoyen au cœur de l'action publique.

DES CHIFFRES QUI TRADUISENT UN CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Entre 2011 et 2024, le nombre de fonctionnaires est passé de 153 368 à 314 310, tandis que 18 476 agents bénéficient désormais de la formation continue chaque année.

Les procédures administratives dématérialisées sont passées de zéro à 104, et 1 757 postes ont été profilés et codifiés.

DES PERSPECTIVES AMBITIEUSES À L'HORIZON 2030

Les chantiers à venir prolongent cette dynamique :
Poursuite du Programme National de Réformes Institutionnelles et de Modernisation de l'État (PRIME 2) ;
Dématérialisation totale des administrations d'ici 2030 ;
Généralisation de la signature électronique ;
Transfert de l'École Nationale d'Administration à Yamoussoukro et mise en place de guichets d'accueil et d'orientation dans tous les services publics.

VERS UNE FONCTION PUBLIQUE DE PERFORMANCE ET DE SERVICE

En quinze ans, la fonction publique ivoirienne s'est profondément réinventée. Les avancées enregistrées, qu'elles soient salariales, structurelles ou numériques, traduisent un virage historique vers une administration plus performante, équitable et connectée aux réalités du terrain.

Les défis demeurent- notamment la consolidation des acquis et la pérennisation des réformes- mais l'État ivoirien affiche désormais un cap clair : faire de la fonction publique un levier de développement et un modèle de gouvernance moderne au service de tous.

Et les chiffres parlent d'eux-mêmes !

Dabalamakan S.

LA GRANDE TRANSFORMATION SILENCIEUSE

De la crise à la renaissance d'un pilier national

En 2011, l'agriculture ivoirienne traversait une zone de turbulence. Secteur clé de l'économie, elle souffrait d'un manque d'organisation, de faibles rendements, d'un accès difficile aux terres et aux financements. Treize ans plus tard, la Côte d'Ivoire a opéré une véritable mue. Grâce à une stratégie claire, des réformes audacieuses et des investissements massifs, le pays a remis son agriculture au centre du développement économique et social.



DES FONDATIONS SOLIDES POUR UN NOUVEAU DÉPART

Dès 2011, le gouvernement a entrepris une réforme en profondeur. Trois grands conseils interprofessionnels ont été créés – Café-Cacao, Coton-Anacarde et Hévéa-Palmier à huile – pour assainir la gestion, stabiliser les prix et mieux rémunérer les producteurs. Deux Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA) ont ensuite permis d'attirer les financements et de soutenir plus de 1 000 projets agricoles pour un montant global de 13 milliards de FCFA, ouvrant la voie à la mécanisation, à la transformation locale et à l'entrepreneuriat rural.

SÉCURISER LA TERRE, GARANTIR LA PAIX

Le foncier rural, longtemps source de conflits, a fait l'objet d'une réforme majeure avec la création de l'Agence Foncière Rurale (AFOR) en 2016. En treize ans, plus de 70 000 certificats fonciers ont été délivrés, 704 000 hectares sécurisés, 5 385 villages délimités et près de 8 000 comités de gestion foncière mis en place. Résultat : des campagnes apaisées, des investisseurs rassurés et des paysans désormais propriétaires de leurs terres.

CACAO, ANACARDE, COTON : LES LOCOMOTIVES DE L'EXPORT

Les filières d'exportation affichent des performances historiques. - Cacao : la production a grimpé de 1,5 à 1,9 million de tonnes, avec un record de 2,36 millions en 2022. Le prix au producteur dépasse désormais 1 800 FCFA/kg, un sommet jamais atteint. - Anacarde : la Côte d'Ivoire est devenue premier producteur mondial, avec près d'un million de tonnes et un taux de transformation passé de 2 % à 36 %. - Coton, hévéa et palmier à huile : les volumes ont doublé grâce à la mécanisation et à la création de centres de production performants.

LE VIVRIER EN PLEIN ESSOR : NOURRIR LA NATION

Le pari de l'autosuffisance alimentaire est en passe d'être gagné. La production vivrière est passée de 11,5 millions de tonnes en 2011 à 23,6 millions en 2024. Le riz a triplé, le maïs et le manioc ont fortement augmenté, tandis que l'igname et la banane plantain couvrent désormais presque tous les besoins nationaux. Des unités de transformation ont vu le jour dans les régions agricoles, réduisant les pertes post-récolte et créant de nombreux emplois, notamment pour les jeunes et les femmes.

DES VILLAGES MIEUX CONNECTÉS, UNE VIE MEILLEURE

L'essor agricole s'accompagne d'un développement rural inédit. Près de 30 000 km de pistes rurales ont été réhabilités, facilitant l'acheminement des produits vers les marchés. À cela s'ajoutent 397 magasins de stockage, 15 marchés ruraux, 2 000 tricycles et 34 camions mis à disposition des coopératives. Les infrastructures sociales progressent elles aussi : 1 240 pompes à eau, 79 centres de santé, 329 classes et 76 km de lignes électriques ont été réalisés, améliorant concrètement le quotidien des populations rurales.

UNE AGRICULTURE D'AVENIR

En l'espace d'une décennie, la Côte d'Ivoire a réussi sa révolution verte. D'une agriculture de subsistance, elle est passée à une agriculture moderne, performante et inclusive. Fruit d'une gouvernance rigoureuse et d'une vision à long terme, cette transformation fait aujourd'hui de la Côte d'Ivoire un modèle agricole en Afrique de l'Ouest. Les campagnes ivoiriennes ne sont plus seulement le grenier du pays : elles sont désormais le cœur battant d'une nation fière, qui nourrit sa population et fait rayonner son savoir-faire au-delà de ses frontières.



De l'ombre à la lumière

Ce pays revient de loin. Il y a 14 ans, la Côte d'Ivoire sortait d'une période de turbulences qui avait laissé son économie exsangue et ses infrastructures énergétiques et minières au bord du gouffre. Les cartes géologiques dataient de plus de vingt ans, les bases de données étaient obsolètes, la SIR croulait sous les dettes et les coupures d'électricité plongeaient régulièrement villes et villages dans le noir.

Les mines, elles, étaient à peine exploitées. L'orpaillage illégal prospérait, faute de cadre clair, pendant que le diamant restait sous embargo. Bref, un pays riche en potentiel, mais pauvre en exploitation maîtrisée.

Quatorze ans plus tard, le tableau a radicalement changé.



ÉNERGIE : LE COURANT PASSE ENFIN

Ce qui était jadis une source d'agacement est devenu un motif de fierté nationale.

Grâce à une série de réformes courageuses, la Côte d'Ivoire s'est hissée au rang de hub énergétique sous-régional.

La capacité de production électrique a plus que doublé, passant de 1 391 MW en 2011 à 3 019 MW en 2024, avec un mix dominé par le thermique (66 %), mais aussi soutenu par l'hydraulique (33 %) et le solaire (1 %).

Le taux de couverture électrique a bondi de 33 % à 95,67 %, tandis que le taux de desserte – c'est-à-dire la proportion de ménages réellement raccordés – a grimpé de 23,3 % à plus de 70 %.

Derrière ces chiffres, un symbole fort : plus de 4,5 millions de foyers disposent aujourd'hui d'un abonnement électrique, contre à peine un million il y a treize ans.

Le programme Électricité Pour Tous (PEPT) a permis à deux millions de ménages modestes d'être connectés pour seulement 1 000 FCFA, contre un coût réel de 150 000 FCFA.

Résultat : le temps moyen de coupure a été réduit de 47 heures à 26 heures par an, et les infrastructures électriques s'étendent désormais sur plus de 7 700 km de réseau Haute Tension. La lumière, au sens propre, a gagné du terrain.

MINES : LA RICHESSE SORT ENFIN DU SOL

Le pays a aussi réveillé son sous-sol.

De trois mines actives en 2011, la Côte d'Ivoire en compte aujourd'hui vingt-deux.

L'or, jadis modeste filon, s'est transformé en fleuron : la production est passée de 12 tonnes à plus de 59 tonnes.

Le manganèse, autrefois marginal, atteint plus d'un million de tonnes, tandis que le nickel et la bauxite – quasi inexistantes en 2011 – culminent à 1,48 million et 607 000 tonnes respectivement.

Mais la transformation n'est pas qu'industrielle : elle est aussi sociale. Plus de 16 000 emplois directs ont été créés dans les mines, et plus de 10 milliards de FCFA ont été réinvestis via les Comités de Développement Local Minier (CDLM) dans la construction d'écoles, de centres de santé, de logements pour enseignants et d'équipements communautaires.

Les anciennes zones minières, autrefois livrées à la précarité, sont devenues des pôles de développement local.

PÉTROLE : LA SIR SORT LA TÊTE DU BARIL

Le redressement du secteur pétrolier est tout aussi spectaculaire.

La Société Ivoirienne de Raffinage, autrefois en détresse financière, est redevenue un acteur stratégique.

Grâce aux découvertes majeures des champs Paon, Baleine et Calao, la production de pétrole brut est passée de 33 989 barils/jour en 2011 à 44 139 en 2024, soit une hausse de près de 30 %.

Le gaz naturel a suivi la même trajectoire, bondissant de 172 à 262 millions de pieds cubes par jour.

La SIR, de son côté, a doublé sa capacité de raffinage, atteignant 3,3 millions de tonnes métriques par an, tandis que le nombre de stations-service est passé de 590 à 1 516.

Les capacités de stockage et de réception du gaz GPL ont, elles aussi, été multipliées par quatre, renforçant la sécurité énergétique du pays.

UN PAYS DEBOUT, UN CAP CLAIR

Des mines aux barrages, des forages pétroliers aux réseaux électriques, la Côte d'Ivoire a réussi ce que beaucoup jugeaient improbable : transformer ses fragilités en leviers de croissance.



Cette réussite repose sur une stratégie cohérente – alliant réformes juridiques, investissements ciblés et ouverture au secteur privé – mais aussi sur une volonté politique constante de bâtir sur le long terme. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire n'est plus un pays qui subit son potentiel, mais un pays qui le réalise.

Elle a su remettre de l'ordre, moderniser ses infrastructures et rallumer l'étincelle de la confiance.

La Côte d'Ivoire est un pays solide dans les mains d'un homme de rigueur.

Dabalamakan S.

Des progrès remarquables entre 2011 et 2025



En quatorze ans, la Côte d'Ivoire a profondément modernisé son système éducatif. Les efforts du gouvernement ont permis sous la houlette du Président Alassane Ouattara d'accroître la capacité d'accueil, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de favoriser l'accès des filles à l'école. Au préscolaire, près de 7 000 nouvelles classes ont été construites, portant le total à près de 9 000 salles de classe. Le taux de préscolarisation est ainsi passé de 4 % en 2011 à 11,6 % en 2024.

Au primaire, 39 448 classes supplémentaires ont vu le jour, portant le total à plus de 95 000. Le taux brut de scolarisation atteint désormais 109,5 %, et le taux d'achèvement grimpe à 85 %, avec une progression notable des filles (86 %). Le secondaire n'est pas en reste : 608 nouveaux collèges et lycées publics, dont près de 300 collèges de proximité, ont été construits, multipliant par trois le nombre d'établissements disponibles.

Pour soutenir cette expansion, près de 100 000 enseignants ont été recrutés entre 2011 et 2024, et 2 855 nouveaux contractuels rejoindront les effectifs en 2025.

Par ailleurs, des réformes importantes ont été engagées : digitalisation des services scolaires, réforme du collège et programmes renforcés pour la scolarisation des filles. Ces résultats traduisent la détermination de l'État à garantir à chaque enfant ivoirien une éducation de qualité, plus accessible, plus équitable et tournée vers l'avenir.

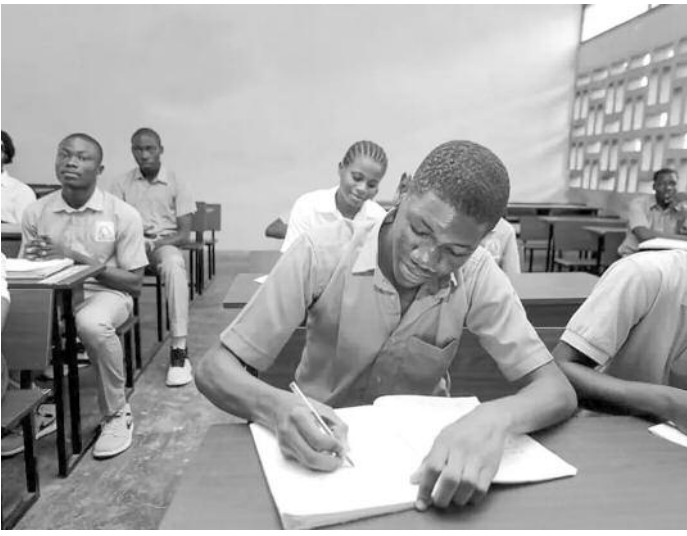
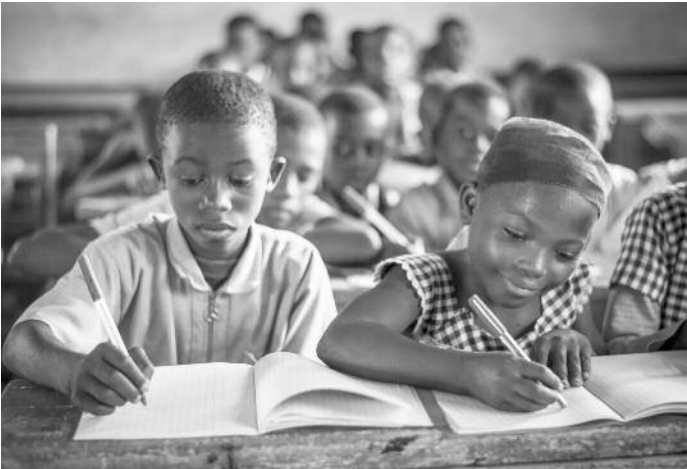
En 2011, l'école ivoirienne faisait face à de nombreux défis : classes surchargées, manque d'enseignants, établissements concentrés en ville et taux de scolarisation encore faibles, surtout pour les filles. Quatorze ans plus tard, le paysage a radicalement changé.

L'ÉCOLE S'EST MÉTAMORPHOSÉE

Sous l'impulsion du gouvernement, des milliers d'écoles ont vu le jour à travers tout le pays. Au préscolaire, le nombre de classes est passé de 2 083 à près de 9 000, offrant à des milliers d'enfants la chance d'un bon départ dans la vie. Au primaire, plus de 39 000 nouvelles classes ont été construites, doublant ainsi la capacité d'accueil. Et dans le secondaire, 608 nouveaux collèges et lycées - dont 296 collèges de proximité en zone rurale - permettent désormais à de nombreux enfants, même dans les villages, de poursuivre leurs études sans quitter leur famille. Ces investissements massifs se traduisent par des résultats concrets : le taux de scolarisation au primaire a bondi à 109,5 %, et le taux d'achèvement atteint 85 %. Les filles, autrefois en retrait, réussissent désormais aussi bien que les garçons, voire mieux.

DES ENSEIGNANTS PLUS NOMBREUX ET MIEUX FORMÉS

Depuis 2011, près de 100 000 enseignants ont rejoint le système éducatif, renforçant la qualité de l'encadrement. En 2025, un nouveau recrutement d'enseignants contractuels est en cours pour combler les besoins restants. Le gouvernement mise aussi sur la digitalisation des services éducatifs, la réforme du collège et la promotion de la scolarisation des filles, afin de bâtir une école plus équitable et tournée vers l'avenir. Aujourd'hui, l'école ivoirienne n'est plus un privilège, mais une réalité pour des millions d'enfants. Partout dans le pays, elle ouvre des portes, offre des chances et façonne une génération prête à construire la Côte d'Ivoire de demain.



Une politique fondée sur le social

Depuis l'accession du président Alassane Ouattara à la magistrature suprême, plusieurs mesures exceptionnelles ont été prises pour améliorer les conditions de vie des artistes ainsi que le cadre institutionnel et financier de la culture en Côte d'Ivoire. L'objectif est de faire de l'économie culturelle un secteur structurant.

Le président Alassane Ouattara incarne la volonté d'un homme d'État soucieux d'une Côte d'Ivoire unie et rassemblée dans sa diversité. Pour son hymne de campagne, il a fait appel à des artistes issus de toutes les régions du pays. En 15 ans de gouvernance, les artistes ivoiriens bénéficient désormais d'un statut officiel. Depuis 2021, un décret leur permet d'accéder à des droits tels que la protection sociale, la retraite, ainsi qu'à des dispositifs de formation, d'insertion professionnelle et d'accompagnement financier.

Depuis la nomination de Mme Françoise Remarck à la tête du ministère de la Culture, de nombreux efforts ont été consentis pour améliorer les conditions de vie des créateurs ivoiriens. Parmi les actions notables : le renforcement du Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur (Burida), la réhabilitation de son siège – pour laquelle le président Ouattara a alloué une enveloppe de 1,2 milliard FCFA –, l'amélioration de ses capacités de collecte et une transparence accrue dans la répartition des droits.

En 2022, le Burida a versé environ 2,35 milliards de FCFA aux artistes, un chiffre qui a atteint 3,3 milliards en 2024, tandis que les collectes ont progressé à 5,5 milliards. À cela s'ajoute la copie privée, qui permet de collecter 1,7 milliard de FCFA au bénéfice des créateurs.

DES CONDITIONS SOCIALES AMÉLIORÉES

Ces dernières années, les artistes bénéficient de meilleures conditions sociales : une assurance santé subventionnée à 50 % par l'État, leur intégration au régime des travailleurs indépendants de la CNPS, et l'octroi d'une rente viagère de 300 000 FCFA pour les figures emblématiques de la culture ivoirienne.

UN NOUVEAU SIÈGE POUR LE BURIDA

Le 26 septembre 2025, lors d'une cérémonie, la ministre Françoise Remarck et le directeur général du Burida, Ouattara Karim, ont présenté le futur siège du Burida. Ce bâtiment ne sera pas un simple espace administratif : il comprendra des espaces multimédias, une salle d'exposition de 150 places, une salle de réunion de 80 places, des espaces de création et de formation, un service café, des zones de co-working, ainsi que 33 bureaux (contre 22 actuellement) équipés de sanitaires modernes, de cuisines et d'ascenseurs.

Enfin, rappelons que depuis 2017, sous l'impulsion du Chef de l'État Alassane Ouattara, a été créée la Semaine Nationale des Arts et de la Culture (SNAC), destinée à valoriser l'identité multiculturelle de la Côte d'Ivoire.

Mohamed Koffi

